

Emmaüs Solidarité

EN ACTIONS



Tous les mois : des infos sur la solidarité. En actions.

SUR LE TERRAIN

Dans le Loir-et-Cher, un havre pour les femmes victimes de violences conjugales



Appartement dédié à l'accueil d'une femme victime de violences conjugales et de ses enfants.

de femmes victimes de violences, explique Adeline, cheffe de service du centre d'hébergement Lataste situé dans le Loir-et-Cher, où l'association intervient pour l'accompagnement des personnes en grande précarité depuis de nombreuses années.

Sur ce territoire à dominante rurale, peu de solutions existaient jusque-là pour les femmes victimes de violences conjugales. Car contrairement aux grandes villes, *« les secteurs ruraux ne sont pas tous couverts par les associations »*, précise-t-elle, *« alors que ces situations ont besoin d'une vraie réponse de proximité. »* C'est désormais ce que l'association propose en réservant à ces femmes des places d'hébergement et un soutien adapté durant ce temps de vulnérabilité.

Depuis les premières places dédiées en 2022, 13 logements répartis sur le territoire sont désormais disponibles, pouvant héberger des femmes seules ou des mamans, avec leurs enfants. Le projet s'appuie sur un partenariat étroit avec la gendarmerie du département, qui reçoit chaque semaine les places disponibles par Emmaüs Solidarité. Une charte a d'ailleurs été signée avec la préfecture, la gendarmerie et l'association pour formaliser cette coopération.

Ces logements sont pensés comme des espaces de répit : *« On voulait sortir de la logique de l'hôtel, qui est une solution d'urgence, pas un lieu d'apaisement. Les femmes qui arrivent ici ont souvent tout quitté du jour au lendemain. Elles ont besoin d'un cadre sécurisant, de retrouver des repères, un peu de douceur. »*

L'équipe d'Emmaüs Solidarité du Loir-et-Cher, composée de cinq personnes, intervient rapidement dès le signalement d'une situation. *« Quand une femme est en danger, on agit vite, souligne Célia, cheffe de service du Centre d'hébergement de Blois. On se rend sur place, on sécurise, on aide à déposer ou récupérer la plainte, à trouver un avocat, à débloquer une aide financière, jusqu'à aller racheter une carte SIM si la ligne a été coupée... Tout ce qui permet de reprendre le contrôle sur sa situation. »*

Les premières semaines sont souvent très intenses. Les travailleuses sociales se rendent régulièrement sur place, plusieurs fois par semaine au début, pour évaluer les besoins, mettre en place un accompagnement personnalisé et adapter les moyens.

Les femmes accompagnées viennent de tous horizons. *« Certaines travaillent, d'autres sont en formation ou en grande précarité. La précarité n'est pas seulement financière : elle peut être psychologique, sociale,*

« **On les aide à se poser, à reprendre leur souffle** ». Chaque accueil est pensé dans le détail : le logement est préparé avec soin, les chambres sont remises à neuf, un kit d'arrivée est déposé *“avec quelques douceurs : ce sont des petites attentions, mais elles comptent beaucoup”*, explique Célia. *“On veut qu’elles comprennent qu’ici, elles peuvent se poser. Elles ont le temps. »*

Célia se rappelle d'une mère de cinq enfants qu'elle a été la première à accueillir avec ses enfants. « *Elle m’a dit : “Vous êtes la première à m’avoir écoutée.” On a gardé contact. Quand elle est partie, elle m’a confié qu’elle voulait aider d’autres femmes à son tour. Elle dit être repartie plus forte. »*

En 2025, vingt-cinq personnes ont été accueillies pour une durée moyenne de sept mois. L'accompagnement est global : psychologique, administratif et professionnel, pour une reprise d'emploi ou une reconversion. « *Une femme que nous avons accompagnée avait un travail qui ne lui permettait pas de vivre correctement. En sortant, elle a pu engager une reconversion qui lui redonne confiance et stabilité* », confie Célia.

Pour l'équipe, l'enjeu dépasse la mise à l'abri. « *Certaines femmes décident de repartir, d'autres de rester ou de changer de région. L'essentiel, c'est qu'elles puissent choisir*, conclut Célia. *Notre rôle, c'est de leur redonner cette possibilité. »*

PORTRAIT

« Accompagner, c'est aussi écouter » - Patricia, éducatrice de jeunes enfants



Patricia, éducatrice de jeunes enfants au centre d'hébergement et de réinsertion sociale de Flandre (Paris 19e)

À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant qui aura lieu le 20 novembre, rencontre avec Patricia, éducatrice de jeunes enfants (EJE) au centre d'hébergement et de réinsertion sociale de Flandre (Paris 19e).

Le métier d'éducateur·rice de jeunes enfants est souvent associé à la crèche ou au secteur du « care ». Pourtant, depuis peu, les EJE jouent un rôle essentiel au sein des structures d'accueil et d'hébergement d'Emmaüs Solidarité, mais plus généralement dans le secteur de l'AHI (Accompagnement, Hébergement, Insertion). Alliant accompagnement social et travail éducatif, ils contribuent chaque jour à favoriser le développement et l'épanouissement des plus jeunes, tout en soutenant leurs parents dans leur parcours de vie.

Patricia, forte de 25 ans d'expérience dans le métier, exerce depuis 3 ans au CHRS de Flandre.

« Après quelques années en crèche, je me suis rendue compte que j'avais fait rapidement le tour. J'aime bien me renouveler, donc je me suis tournée vers des établissements d'hébergement », confie-t-elle.

Il y a dix ans, Emmaüs Solidarité accompagnait environ 530 enfants. Aujourd'hui, ils sont plus de 2 000 dans nos structures d'accueil, d'hébergement et de logement. Cette évolution traduit une réalité : les besoins changent, et notre accompagnement doit s'adapter.

crèche, les EJE sont garants du projet éducatif, ici, on le réfléchit avec l'équipe du travail social pour en faire découler des démarches pédagogiques adaptées. »

L'éducateur·rice de jeunes enfants veille au développement moteur, affectif et cognitif des enfants, tout en renforçant le lien parent-enfant.

L'accompagnement prend en compte la situation globale de la famille, dans une approche bienveillante et respectueuse des parcours de vie.

« Je travaille sur le soutien à la parentalité. J'accompagne les parents dans leur rôle, toujours en respectant leur singularité, leur culture et leur histoire. Toutes les thématiques peuvent être abordées lors d'ateliers ou d'actions de prévention : alimentation, sommeil, éveil, jeu, école... »

Patricia propose ainsi des ateliers parents-enfants, des rencontres avec des partenaires externes, ou encore la création d'outils personnalisés pour aider les familles à mieux s'organiser.

« Par exemple, la rentrée scolaire bouleverse le rythme des enfants. J'ai proposé la création d'un semainier pour aider les familles à retrouver des repères. »

Toujours en lien avec les équipes sociales, les EJE contribuent à un accompagnement global et cohérent des familles.

« C'est un métier très gratifiant. Quand je vois que les familles se saisissent de mes propositions, ou quand un enfant me reparle d'une sortie quelques jours plus tard... Dès que le sens de mes actions est compris, je sais que j'ai bien fait mon travail. »

Chez Emmaüs Solidarité, les sept éducateurs et éducatrices de jeunes enfants, dont Patricia, rappellent que chaque enfant, quel que soit son parcours, a le droit de s'épanouir, de jouer, d'apprendre et de grandir dans un environnement bienveillant. Dans un contexte où de plus en plus d'enfants naissent et grandissent sans véritable « chez eux », la présence de professionnel·le·s formé·e·s est essentielle pour répondre à leurs besoins et aider les équipes à repenser leur accompagnement, souvent centré sur les adultes.

UN CHIFFRE À RETENIR

90 000

C'est le nombre d'emplois associatifs menacés en France.

ENQUÊTE

La santé financière des associations : une urgence sociale



Le Mouvement associatif et le Réseau national des maisons des associations (RNMA), en partenariat avec la Fédération nationale des centres sociaux (FCSF) et Hexopée, ont mené en septembre 2025, avec l'appui de l'Observatoire Régional de la Vie Associative des Hauts-de-France, une nouvelle [enquête](#) nationale sur la santé financière des associations. Réalisée

Près de 70 % des associations employeuses déclarent avoir des fonds propres fragiles ou inexistants, et 30 % disposent de moins de trois mois de trésorerie. Pour certaines, il n'y a même plus de réserve du tout. Derrière ces chiffres, c'est près de 90 000 emplois qui sont aujourd'hui directement menacés. Ce qui alarme particulièrement les auteurs de l'étude, c'est la stagnation de la situation depuis mars dernier, malgré les alertes répétées. Dans un contexte budgétaire tendu, de nombreuses associations risquent de ne pas percevoir de financement public dans les prochains mois, faute de vote de budget dans les collectivités.

La baisse des financements publics se confirme : une association employeuse sur deux déclare avoir vu ses aides diminuer en 2025, parfois de plus de 20 %. En 20 ans, la part des subventions dans les budgets associatifs a chuté de 41 %. Ce recul généralisé, touchant aussi bien l'État que les collectivités locales, plonge de nombreuses structures dans une incertitude grandissante.

Les conséquences sont lourdes : une association sur quatre a dû réduire ses activités cette année, alors même que les besoins des publics accompagnés ne cessent d'augmenter. Majoritairement portées par des bénévoles et sans but lucratif, les associations se retrouvent prises en étau entre la hausse de la demande sociale et celle de leurs charges, sans ressources suffisantes pour y répondre.

Le secteur associatif, qui représente près de 1,8 million de salarié·es, soit près de 10 % de l'emploi privé en France, est lui aussi frappé de plein fouet. 40% des associations annoncent devoir réduire leur masse salariale, et près d'une sur dix évoque des licenciements ou des plans de sauvegarde. Selon le Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales, le nombre de liquidations et de plans de sauvegarde a doublé en trois ans.

Face à cette réalité, les acteurs du monde associatif appellent à une réaction rapide et cohérente des pouvoirs publics. Ils rappellent que les associations ne peuvent plus être la variable d'ajustement budgétaire. Ce sont elles qui maintiennent le lien social, accompagnent les plus fragiles, et font vivre la solidarité sur les territoires.

RENDEZ-VOUS



Forum Grandir en santé : pour les familles, les enfants et les équipes socio-éducatives !

À l'occasion de la Journée mondiale des droits de l'enfant, participez au Forum "Grandir en santé" ! Parents, enfants et professionnels pourront échanger avec de nombreux partenaires et experts autour de thématiques variées : alimentation, droits des enfants, parentalité, périnatalité, sommeil, activités parents-enfants, prévention aux écrans...

Au programme : stands, ateliers et activités pour aborder tous les aspects de la santé des enfants, et un concert de l'artiste Ini pour clôturer la journée.

Entrée gratuite – ouvert à toutes et tous !

PARTICIPEZ

Devenez bénévole

[Subscribe](#)[Past Issues](#)[Translate ▼](#)

Vous avez des compétences, des idées, du temps libre... et envie de les mettre au service d'une belle cause, d'actions concrètes, au sein d'une équipe engagée ? Rejoignez notre réseau de bénévoles !

REJOIGNEZ NOTRE RESEAU DE BENEVOLES



Emmaüs Solidarité arrive sur Instagram !

Suivez-nous pour découvrir nos actions, nos engagements et celles et ceux qui font vivre la solidarité au quotidien 👉

SUIVEZ-NOUS



[Voir dans le navigateur](#)

Vous avez reçu cet email car vous êtes inscrit sur Emmaüs Solidarité.

[Se désinscrire](#)

© Emmaüs Solidarité 2024